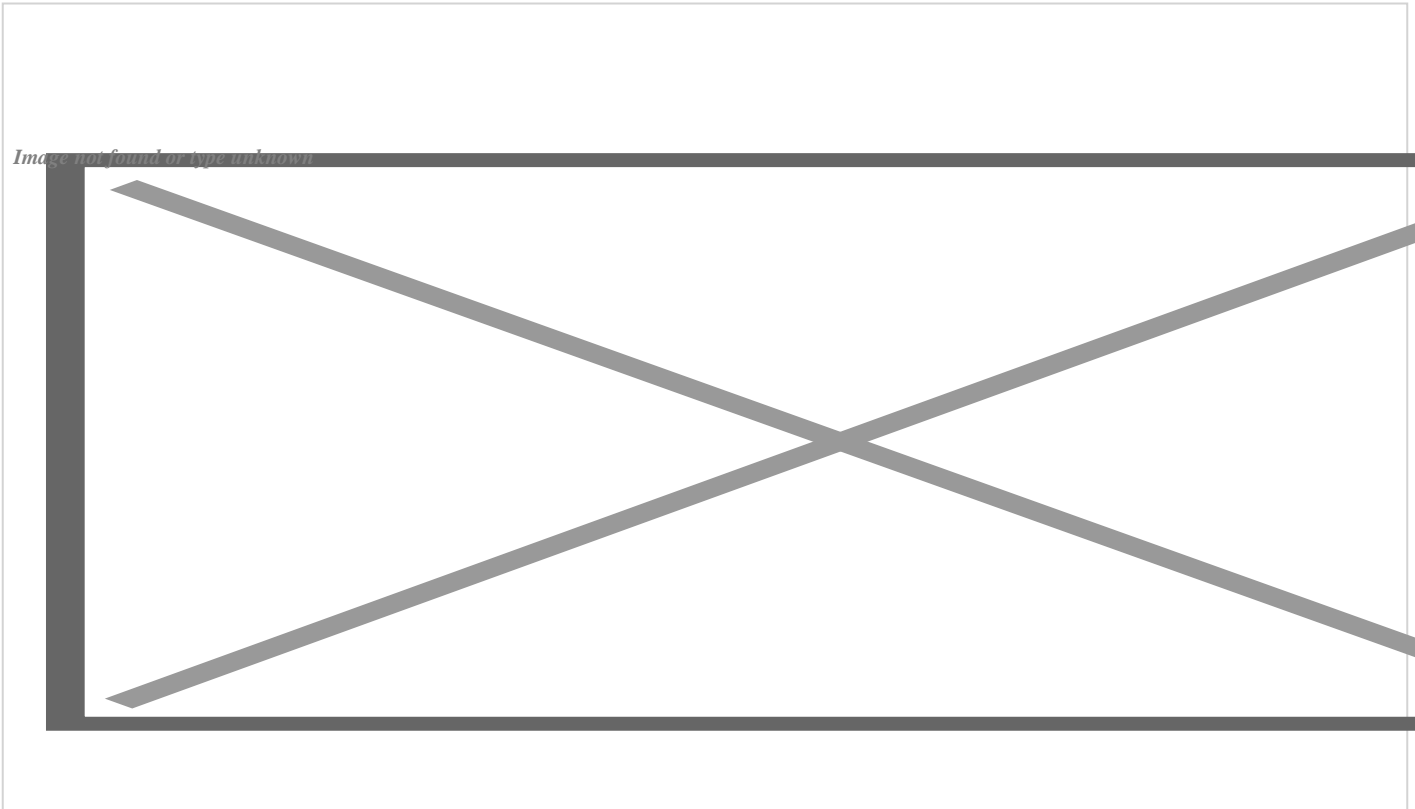


# *Tous les cadres doivent parler au peuple*

---



La Havane, 2 oct (RHC) Les gouverneurs cubains ont analysé le non-respect des directives du programme de logement et de la production locale de matériaux de construction, lors d'une réunion présidée par le Premier ministre Manuel Marrero.

Ce n'est pas la première fois cette année que, lors de la vérification du respect de la politique du logement et du programme de production locale de matériaux de construction, toutes les provinces ont enregistré des reculs. À la fin du mois d'août, 5 262 maisons étaient achevées, soit seulement 39 % du plan pour 2024.

Ces chiffres, selon le rapport présenté lors de la dernière réunion des gouverneurs, présidée par Manuel Marrero Cruz, membre du Bureau politique et premier ministre, confirment la persistance d'un taux d'exécution très faible, et les niveaux de production de matériaux sont insuffisants dans toutes les régions.

Face à ce scénario, dont l'incidence est la plus forte à La Havane, Camagüey, Las Tunas, Santiago de Cuba et Guantánamo, la responsable du gouvernement local du Bureau du Conseil des ministres, Nancy Acosta Hernández, a expliqué le travail réalisé avec la Direction générale du logement, dans le but de corriger les fissures organisationnelles, malgré les limitations marquées des ressources.

Nancy Acosta Hernández a souligné, parmi les distorsions détectées, que la gestion du programme de logement a été fragmentée au niveau territorial et qu'il existe de graves faiblesses dans l'achèvement des niveaux de recrutement, étant donné que plusieurs provinces et municipalités n'ont pas de directeur dans ce domaine. En outre, il a signalé des problèmes liés à l'infrastructure de base des centres locaux de production de matériaux et des défaillances dans la communication entre les différentes structures.

La réunion, qui s'est déroulée au siège du Conseil des ministres au Palais de la Révolution et qui a été reliée par vidéoconférence avec les territoires, a mis en évidence l'urgence de remédier à cette situation qui, même si elle ne se traduira pas par des niveaux plus élevés de ciment et d'acier, actuellement en pénurie, permettra d'optimiser les ressources disponibles.

En ce qui concerne le transfert du processus de consultation pour la remise des terres de l'État en usufruit, une responsabilité qui sera désormais assumée par les conseils d'administration municipaux, le vice-premier ministre, Jorge Luis Tapia Fonseca, a insisté sur le lien entre ces transformations et la décentralisation des pouvoirs vers les territoires, qui sont obligés de développer des procédures plus rapides et de trouver des alternatives pour augmenter la production alimentaire.

« Il ne s'agit pas seulement d'une décentralisation des carburants ou de l'allocation de devises, il s'agit d'une décentralisation des décisions, qui sont assumées par le gouvernement », a ajouté le membre du bureau politique et vice-président de la République, Salvador Valdés Mesa, tout en soulignant l'importance de l'autonomie municipale et de la responsabilité qu'elle implique.

« Nous devons donner les terres à ceux qui vont vraiment produire. Nous devons tenir compte de la stratégie de la municipalité, de ses besoins et de l'équilibre de ce qu'elle demande, lorsque nous prenons ces décisions. Ce qui a été défini doit être mis en œuvre, il faut de la rigueur, mais cela ne peut pas devenir un processus de longue haleine, comme c'est encore le cas dans certaines municipalités », a poursuivi le Premier ministre.

La vice-première ministre, Inés María Chapman Waugh, a également abordé les questions de l'attention portée aux quartiers et aux communautés en situation de vulnérabilité et des actions visant à lutter contre la construction illégale de points de vente sur les autoroutes, les routes principales et à l'intérieur des villes et des établissements humains.

En ce qui concerne les communautés, l'accent a été mis sur la transformation réelle, sociale et culturelle, sur le rôle d'avant-garde des travailleurs sociaux, sur l'utilisation des budgets locaux, sur les priorités des municipalités et, surtout, sur la participation des citoyens.

Pour reprendre les termes du vice-premier ministre, les programmes de logement, d'eau, de communications et autres doivent être intentionnellement orientés vers la résolution des problèmes de ces quartiers qui, dans de nombreux cas, sont aussi les préoccupations de la population.

En ce qui concerne la prolifération des constructions illégales le long des routes, le principe défendu était clair, basé sur les indications données en son temps par le général d'armée Raúl Castro Ruz, leader de la révolution cubaine : la tâche n'est pas d'interdire, mais d'ordonner, d'exiger, de discipliner. L'aménagement du territoire et l'urbanisme sont l'affaire de tous.

« Nous ne sommes pas contre les points de vente », a souligné le chef du gouvernement, à condition qu'ils respectent la loi, qu'ils n'enfreignent pas la planification, qu'ils pratiquent des prix équitables et qu'ils proposent des produits légaux.

Marrero Cruz a également attiré l'attention sur les réunions de responsabilisation, un processus qui est l'essence même de la démocratie cubaine. Il a appelé à une révision des systèmes de travail, a demandé qu'une attention prioritaire soit accordée à l'établissement des feuilles de paie, a insisté sur les échanges avec la population, sur la visite des communautés, sur l'écoute des gens. Tous les cadres, a-t-il dit, à tous les niveaux, doivent parler à la population. (Source : Présidence Cuba)



## **Radio Habana Cuba**